



FLORENCE GOGGA/REUTERS

Les migrants sont transférés de la rue à la nouvelle structure, de l'abandon à la prise de soins, des risques sanitaires au contrôle de la santé publique

MICHALIS CHRYSOHOÏDIS, MINISTRE GREC DE LA PROTECTION DU CITOYEN, QUI ASSISTAIT MERCREDI À UNE OPÉRATION DE POLICE SUR L'ÎLE DE LESBOS VISANT À RAMENER QUELQUE 13 000 MIGRANTS DANS LE NOUVEAU CAMP CONSTRUIT POUR REMPLACER L'ANCIEN DÉTRUIT PAR UN INCENDIE DÉBUT SEPTEMBRE

DÉPARTS D'ALGÉRIE

Du 15 au 19 septembre, selon les chiffres fournis par le ministère de la Défense, les gardes-côtes algériens ont, lors de 42 opérations distinctes menées dans leurs eaux territoriales, intercepté ou sauvé 485 personnes qui tentaient de prendre la mer de manière illicite. Les autorités algériennes ont également repêché dix corps de candidats à l'émigration clandestine vers l'Europe.

300 personnes ont péri cette année pendant la traversée de la Méditerranée, selon l'Organisation internationale des migrations

DÉPARTS DE TUNISIE

Après un pic des départs de Tunisie lors de la révolution en 2011, suivi d'une forte chute, le nombre de départs augmente à nouveau depuis 2017, alors que le pays fait face à une progression du chômage, accentué par l'épidémie de Covid-19. Depuis le début de l'année et jusqu'à mi-septembre, 8 581 personnes ont été interceptées alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Europe par la mer depuis les côtes tunisiennes, selon des statistiques du ministère de l'Intérieur. Parmi elles, 2104 étaient étrangères.

L'Europe veut un nouveau

Bruxelles propose un système de «solidarité à la carte» pour mieux répartir le fardeau

ANNE ROVÁN @AnneRovan
CORRESPONDANTE À BRUXELLES

ROULEMENTS de tambour et grande fébrilité à Bruxelles. La Commission européenne présente ce mercredi, à la mi-journée, le pacte pour la migration et l'asile. D'abord annoncé pour février, il avait été reporté à plusieurs reprises. Les incendies de Lesbos, symbole de l'échec de l'UE, ont convaincu la Commission et Berlin qu'il était urgent d'avancer. Même si le nombre global d'arrivées irrégulières est sans commune mesure avec les pics de 2015 (139 000 l'an dernier contre plus d'un million il y a cinq ans), le sujet reste en effet entier pour les pays de premières arrivées (Italie, Grèce et Malte en tête) et une source de grandes crispations entre États membres. «Avec ce pacte, Ursula von der Leyen va essayer de donner une nouvelle impulsion alors que la Commission Juncker s'était épuisée sur ces questions. Si nous échouons cette fois-ci, il faudra des années avant que l'on puisse revenir sur le sujet», met en garde un diplomate.

Consciente des remous à venir, la commissaire aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, a d'ores et déjà pris les devants. «Je suppose que lorsque je présenterai nos propositions, personne ne sera heureux», confiait-elle récemment à des journalistes de la presse européenne. «Le sujet n'est pas à l'ordre du jour, mais je ne serai pas surpris que les dirigeants hongrois et polonais en parlent en fin de semaine», assurait mardi un diplomate, parlant du sommet européen prévu jeudi et vendredi mais désormais annulé par Charles Mi-

chel, cas contact Covid-19. Aucun État membre ne pourra être pleinement satisfait de ce qui va être proposé tant les situations sont différentes et les attentes divergentes entre les pays de premières arrivées, ceux qui «accueillent» les mouvements secondaires (Allemagne, France, Pays-Bas) tout en prenant leur part en termes d'asile et ceux, enfin, qui refusent obstinément d'entendre parler de migration, les pays du groupe Visegrad en tête. Bruxelles ne peut pas non plus perdre de vue les ONG qui regarderont à la loupe ses projets. Et réagiront au quart de tour pour pointer les angles morts du pacte, ses éventuelles lacunes voire des dispositions inconcevables à leurs yeux.

Accélération des procédures aux frontières

Quoi qu'il en soit, la Commission ne va pas «abolir» Dublin comme l'avait annoncé la semaine dernière Ursula von der Leyen. Certes, il y aura bien un changement de nom pour ce règlement mais l'Italie, la Grèce et Malte ainsi que tous les autres pays de première arrivée resteront responsables des migrants qui rejoignent l'UE. Comment pourrait-il en être autrement ? Dans ses propositions, Bruxelles entend surtout mettre de la fluidité et un peu de confiance dans un système bloqué en intervenant sur les trois volets de la migration irrégulière. Il s'agit d'abord de limiter les arrivées en renforçant la coopération avec les pays d'origine et de transit mais également en musclant les frontières extérieures. D'ici à 2027, quelque 3 000 agents portant le nouvel uni-

forme de l'agence seront chargés (avec l'assistance de personnes mises à disposition par les États membres) de surveiller les frontières et les côtes de l'UE. Deuxième volet : l'accélération des procédures aux frontières, une fois les migrants arrivés en Europe. Alors que les pays de première arrivées renâclent à les enregistrer et les laissent passer vers d'autres États membres, ils devraient désormais s'acquiescer de cette tâche et ne désoseraient que de cinq jours maximum pour le faire. L'examen des demandes d'asile serait également accéléré. Pas plus de trois mois pour les migrants dont on a la certitude, au regard de leur pays d'origine et de leur situation, qu'ils ne pourront pas bénéficier du droit d'asile. Lesquels devraient probablement rester durant ce laps de temps dans des centres fermés, pour lesquels avait plaidé Emmanuel Macron. «Les Italiens,

les Maltais et les Grecs sont prêts à accueillir ces centres s'ils ont des garanties fortes sur le fait que les retours auront bien lieu et que les autres migrants, pouvant éventuellement prétendre au droit d'asile seront repris par d'autres États membres», veut croire une source européenne.

Une belle usine à gaz

C'est effectivement sur les questions des retours et de la répartition des migrants, troisième volet du pacte, que la philosophie et l'approche n'ont rien de commun avec les décisions prises sous la Commission Juncker. Il n'est pas question cette fois d'imposer aux États membres des relocalisations obligatoires ou de contraindre ceux qui s'y refusent à payer comme cela avait été proposé en 2016. «Cela avait fait scandale à l'époque. Certains disaient que les migrants valaient plus cher que leurs

Une famille de réfugiés du camp de Moria, détruit le 9 septembre, se rend dans un nouveau lieu d'hébergement temporaire, sur l'île de Lesbos, mardi.



À Samos, les migrants prêts à mettre le feu pour échapper à «l'enfer»

ALEXIA KEFALAS @alexiakefalas
ENVOYÉE SPÉCIALE À SAMOS

DEPUIS l'incendie de Moria, il y a une dizaine de jours, les pompiers de Samos se tiennent prêts à éteindre les feux qui jaillissent du centre d'accueil de migrants et de réfugiés de cette autre île hot spot à la nuit tombée. Des dégâts matériels uniquement - quelques conteneurs préfabriqués dont ceux qui abritaient environ 70 mineurs non accompagnés, ont été réduits en cendres - mais une problématique se pose. S'agit-il, d'une nouvelle stratégie ? Le camp de Samos, est surnommé «le petit Moria», en référence au centre d'accueil pour migrants et réfugiés de Lesbos, l'île voisine. Comme Lesbos, Samos est située à quelques encablures des côtes turques et donc en proie à l'afflux d'embarcations de fortune. D'une capacité de 648 places, son camp en accueillait, en début d'année, dix fois plus. Aujourd'hui, ils sont 5100 et comme à Moria, ils vivent dans des conditions insalubres : préfabriqués, tentes sommaires, peu de points d'accès à l'eau et sanitaires largement insuffisants.

Pour moitié, cette population est composée de femmes et d'enfants. Un quart d'entre eux sont mineurs, la plupart ont moins de 12 ans et 185 sont des enfants non accompagnés. En grande majorité, ce sont des Syriens et des Afghans, mais on recense aussi quelques Congolais. Tous désespèrent de pouvoir un jour sortir de cet enfer. Pourtant, ces derniers temps, l'espoir a repris. Ils pensent qu'ils ont peut-être une chance de s'en sortir, «comme nos frères à Moria», explique Dari, Afghane, père de trois enfants. Le 9 septembre dernier, un énorme incendie a ravagé le camp de Moria, le plus grand centre de migrants d'Europe, réveillant ainsi la conscience européenne et un élan de solidarité en-

vers certains réfugiés, notamment les mineurs non accompagnés.

À l'initiative du couple franco-allemand, près de 400 d'entre eux seront bientôt accueillis dans dix pays européens. L'Allemagne s'est aussi engagée à recevoir 1500 demandeurs d'asile de plus, ainsi que la Belgique et la France. Des messages forts, entendus jusqu'à Samos, où les réfugiés croient avoir trouvé la solution pour rejoindre le reste du continent, grâce au chantage du désespoir : mettre le feu pour partir plus vite. «Nous avons tout quitté pour rejoindre l'Europe. Nous voulions y travailler, apprendre les langues, et y vivre dans des conditions décentes. Pour aujourd'hui, j'aimerais que mes enfants aient un lit pour dormir, en atten-

«Nous n'avons droit qu'à une heure d'eau par jour, que nous devons partager avec une cinquantaine d'autres résidents»

SATIA, UNE JEUNE SYRIENNE

dant des jours meilleurs», confie Satia, jeune Syrienne. Sa demande d'asile est en cours. Elle s'impatiente et dénonce ses conditions de vie, pour que l'on prenne conscience de sa détresse. «Regardez, il y a deux rivières de chaque côté du camp. Elles sont recouvertes de bouteilles en plastique et de barquettes de nourriture en polystyrène qui nous sont distribuées deux fois par jour. C'est une déchèterie à ciel ouvert. Nous n'avons droit qu'à une heure d'eau par jour, que nous devons partager avec une cinquantaine d'autres résidents», dit-elle avant de craquer. Depuis une semaine, le centre est complètement inaccessible à la presse et aux ONG.

Ces dernières, dont beaucoup sont parties en raison du confinement général en mars dernier,

n'ont pas d'autre choix que de s'installer dans des tentes, hors du centre. «Nous sommes abandonnés», reprend Dari, qui passe son temps dans l'une des huit tentes transformées en mosquées. «Les enfants n'ont pas accès à la scolarité, nous n'avons rien à faire, alors il ne nous reste plus qu'à prier.» Le quotidien est d'autant plus pesant

que 22 résidents ont été testés positifs au coronavirus et placés à l'isolement. L'angoisse monte, alors que les cas d'infection ont été multipliés par dix dans le pays, dont la moitié recensée auprès des migrants de Lesbos, transférés dans un ancien champ de tir de l'armée, aménagé à la hâte, où chacun est soumis à un test.

Or à la différence de Moria, le centre de Samos est situé en plein cœur de la ville de Vathy, entre deux flancs de montagne, tout près de l'école et de la pharmacie principale. Stelios Markou vit à 150 mètres de ce hot spot. Ce retraité, comme ses voisins, n'avait pas de réels problèmes jusqu'à présent avec les résidents du camp de migrants. «Depuis 2015, où des dizaines de milliers sont passées par ici, je me suis fait une raison. Ce sont des exilés et nous les avons aidés au départ avec ma femme. Évidemment, il y a quelques petits larcins : vols de raisins ou de bois dans nos jardins, mais rien de grave. Même l'odeur nauséabonde qui plane sur le village, nous l'avons surmontée, mais la perspective de propagation du Covid-19 fait que nous nous sentons pour la première fois en danger imminent», avoue-t-il.

Parmi les rares humanitaires restés sur l'île, Léné, de l'ONG Just



Infographie LE FIGARO

« pacte migratoire »

des migrants au sein de l'Union européenne.

ouvriers », se souvient un diplomate. Au lieu de cela, le pacte privilégie une solidarité obligatoire mais « à la carte ». Les États membres qui refusent d'accueillir des migrants devront prendre leur part sous une autre forme: financièrement ou en gérant les retours vers les pays d'origine. « Le pari de la Commission, analyse un diplomate, est que certains pays baltes et de Visegrad seraient prêts à organiser des retours parce que politiquement cela les gêne moins. Ils aideraient donc sur place l'Italie ou la Grèce à travailler avec les pays d'origine, et avec Frontex sur les avions. » De quoi offrir sur un plateau d'argent un beau narratif aux dirigeants de ces pays qui deviendraient alors pour leur population les « champions des retours ». Si ce n'est que ces retours sont particulièrement difficiles à organiser. Selon la Commission, un peu moins d'un

tiers seulement sont menés à bien. En outre, en cas d'échec, ces pays seraient contraints au bout de quelques mois - probablement huit - d'accueillir sur leur sol ces migrants afin d'en décharger les pays du Sud. « Si c'est le cas, je serai au pied des avions partant pour Budapest ! », met en garde un très bon connaisseur des questions migratoires, en s'inquiétant des dérives éventuelles. Quoi qu'il en soit, la Commission estime que cette manière de faire lui permettrait de faire grimper le taux de retour à 70% et de régler une bonne partie du problème migratoire, les deux tiers des arrivées irrégulières aboutissant à un refus à rester sur le territoire européen.

Reste à savoir comment organiser tout cela. Car, le pacte risque aussi d'être une belle usine à gaz. Parce qu'elle souhaite s'éviter d'interminables tractations et autant de polémiques

avec les États membres, la Commission envisage de fournir au début de chaque année une évaluation des arrivées irrégulières attendues ainsi qu'une ventilation des réinstallations de migrants par pays en fonction de différents indicateurs, notamment la population et le PIB. Ce serait alors à chaque État membre de faire savoir combien de migrants au juste - candidats à l'asile et/ou candidats au retour - il serait prêt à accepter. En cas de réponse insuffisante, une seconde consultation serait lancée jusqu'à arriver à 70%. Cette manière de faire permettrait ensuite à la Commission de répartir les migrants, lorsqu'un État membre, s'estimant sous pression, le viendrait à activer une procédure d'alerte. Ce schéma va-t-il emporter l'adhésion des États membres ? Personne ne fait de pari car tout le monde sait qu'il faudra l'unanimité. ■



Action, tient un supermarché solidaire pour les plus démunis dans le centre de Vathy. Elle s'inquiète. « Aucune consigne sanitaire n'est respectée: pas assez de masques, pas de gel ni de quoi se laver les mains, et il est impossible de tenir la distanciation physique dans un camp surpeuplé. Le risque est donc à son acmé. » « D'autant que tous les droits fondamentaux sont ba-

laidité se portent vers Moria. Et nous, rien. A cause de ce virus, on va totalement nous oublier, mais il faut que nous partions d'ici, c'est une priorité. Nous ne pouvons pas continuer à attendre le néant. C'est néfaste pour tout le monde. »

Le gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis a décidé de construire un centre fermé de l'autre côté de l'île, près du village de Mytilinios « afin de mieux contrôler, encadrer et aider les demandeurs d'asile » selon Notis Mitarakis, ministre de l'Immigration. Car au-delà du Covid-19, le gouvernement se dit préoccupé par la délinquance qui s'installe dans ces jungles. À Moria, comme dans les autres camps d'accueil installés sur les îles face à la Turquie, les violences entre résidents et trafics en tout genre sont devenus un quotidien. La question sécuritaire s'ajoute aux préoccupations humanitaires et sanitaires. Le nouveau centre de Samos, prévu pour 1500 personnes, pourrait déjà en accueillir plus. Ces dernières semaines, les autorités ont commencé à raser les collines pour préparer ce nouveau bâtiment, ce qui enrage et provoque la grogne des locaux. Mais les solutions sont aujourd'hui limitées. ■

« Nous ne pouvons pas continuer à attendre le néant. C'est néfaste pour tout le monde »

JACQUES, UN CONGOLAIS

foûés: l'alimentation, l'éducation, l'assistance médicale, et les droits civiques. Rien n'existe ici », renchérit Marc-Antoine Pineau, de la même ONG. « Personne ne se fait d'illusion sur l'avenir et chacun sait que le nouveau système européen de gestion de la migration risque, d'ajouter des obstacles. Le fardeau pèsera donc, encore, sur les pays de premier accueil comme la Grèce. » Jacques, un Congolais, étonnement appréhété, erre en ville et désespère. « Toute la lumière et la so-

En Hongrie, un droit d'asile sapé par Orban

HÉLÈNE BIENVENU @bienvenuLN
VARSOVIE



« Nous devons considérer tout migrant entrant illégalement dans le pays comme étant potentiellement contaminant. »

VIKTOR ORBAN, PREMIER MINISTRE HONGROIS

« SI NOUS FAISONS un amalgame entre migration et contamination virale, nous risquons de générer l'image selon laquelle tout migrant serait une bombe biologique, affirmait Viktor Orban dans un entretien radiophonique en août. Or, ce n'est pas le cas, seuls certains le sont. Mais nous ne sommes pas en mesure de savoir lesquels. C'est pourquoi nous devons considérer tout migrant entrant illégalement dans le pays comme étant potentiellement contaminant. »

En 2015, la Hongrie était devenue une plaque tournante au sein de l'espace Schengen pour rejoindre l'Europe de l'Ouest. Mais, depuis l'érection de la clôture magyare, le long de la frontière serbe et une partie de la frontière croate, il y a cinq ans - et son renforcement par divers obstacles physiques et légaux -, la frontière est devenue presque infranchissable, déviant le flux résiduel vers les Balkans de l'Ouest.

Alors que la Hongrie possédait un système d'asile relativement

fonctionnel, le premier ministre n'a eu de cesse de l'affaiblir ces cinq dernières années. Il a notamment mis en place des « zones de transit » - des conteneurs clos en bordure de deux passages frontaliers avec la Serbie - où les demandeurs d'asile étaient parqués pendant des semaines, puis des mois entre quatre murs, avec pour toute sortie quelques mètres carrés de gravillon, le temps que leur requête soit examinée. Laquelle était souvent rejetée et le requérant se retrouvait alors reconduit en Serbie, sous prétexte d'avoir traversé le pays voisin, jugé sûr par les autorités magyares.

Des pratiques non conformes

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé à plusieurs reprises ces pratiques non conformes et a dû rappeler maintes fois Budapest à l'ordre pour qu'elle nourrisse les adultes encore « en transit », une fois leur demande déboutée. En mai, c'est finalement la Cour de justice de l'Union européenne qui a estimé que le séjour de plus de 450 jours de deux familles sur place s'apparentait à de la détention et

fiçaires de l'Emergency Social Safety Net (ESSN), un programme d'assistance financière.

La réalité est pourtant plus complexe. Crise économique et sursaut nationaliste aidant, les exilés syriens sont devenus la cible régulière d'agressions et d'insultes émanant de la société. Du côté du pouvoir, le militaire a pris la place de l'humanitaire. Ainsi, Ankara se targue régulièrement de vouloir renvoyer quelque 2 millions de réfugiés, en grande majorité arabes sunnites, dans une « zone sécurisée » située au nord de la Syrie, où l'armée a délogé les milices kurdes syriennes lors de plusieurs incursions musclées. « Nous sommes devenus les sinistres pionniers d'une grande ingénierie démographique », se désole Abou Khaled (nom d'emprunt), originaire d'Alep.



« Notre politique inclusive n'a pas changé en dépit des difficultés liées au Covid-19 »

YAVUZ SELIM KIRAN, VICE-MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Comme de nombreux fugitifs, ce réfugié syrien enregistré dans la ville de Bursa, mais installé à Istanbul depuis 2012, se sait sur un siège éjectable. « Mon « kimlik » (carte de protection temporaire, NDLR) fait de moi un « invité » et non un « réfugié » (tel que l'entend la Convention de Genève de 1951). L'état ne cesse de se resserrer et nous n'avons désormais plus le droit de travailler en dehors de la ville où nous sommes inscrits. Si je me fais attraper par la police, je crains d'être expulsé », dit-il.

Quand il ne cherche pas à renvoyer les réfugiés chez eux, Erdogan les instrumentalise dans son grand chantage avec l'Europe. Après avoir menacé à plusieurs reprises d'ouvrir le robinet des migrants pour faire plier Bruxelles, le président turc est passé à l'acte en février en ordonnant l'ouverture des frontières avec la Grèce. La promesse de rève a vite viré au cauchemar: en quelques jours, des dizaines de milliers de migrants (syriens, mais également afghans, pakistanais ou encore africains) se sont précipités aux portes de la Grèce pour y être refoulées par les gardes-frontières dépêchés par Athènes. Un scénario qui risque de se reproduire, y compris sur le flanc libyen. Forts de leur présence militaire renforcée en Méditerranée orientale, l'autre voie d'accès à l'Europe, les Turcs pourraient être tentés d'utiliser l'arme des « réfugiés » pour contrarier leurs interlocuteurs européens. ■